



# ACCORD D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE POUR UNE MAISON INDIVIDUELLE ET/OU SES ANNEXES

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

**DOSSIER N° PC 80228 24 M0006**dossier déposé le 17/05/2024 et complété le  
11/06/2024**de** Monsieur et Madame JEAN  
MARC et MICHELLE MACQUET**demeurant** 391 RTE DE LA FONTAINE  
80120 FAVIERES**pour** démolition habitation et  
construction d'une maison d'habitation**sur un terrain sis** 22 RUE JEAN VADICOCQ  
80550 LE CROTOY cadastré AW253**SURFACE DE PLANCHER****existante** : 76,91 m<sup>2</sup>**créée** : 139,47 m<sup>2</sup>**démolie** : 76,91 m<sup>2</sup>**Nombre de logements créés** : 1**Nombre de logements démolis** : 1

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-2, L421-6, L441-1 à L444-1 et R421-19 à R421-22,  
Vu l'article L 621-31 du Code du Patrimoine (article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments  
Historiques),

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles R. 425-30 et R.111-17,

Vu la loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites de caractère  
artistique, historique, scientifique, légendaire et pittoresque,Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels de Submersion Marine et d'Erosion Littorale du Marquenterre -  
Baie de Somme approuvé le 10/06/2016,Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 08 décembre 2015, sa modification simplifiée n° 1 approuvée le  
21/04/2016, et sa modification n°1 approuvée le 01/06/2021, et notamment les articles UB4 et UB7 de son  
règlement,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes susvisée,

Vu l'avis de dépôt de la présente demande affiché en mairie le 31/05/2024,

Vu les pièces fournies le 11/06/2024,

Vu l'accord assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 08/07/2024,

Vu l'avis du Service régional de l'archéologie en date du 25/06/2024,

Considérant que l'article UB4 susvisé dispose que les eaux pluviales devront être traitées sur l'opération ou  
l'unité foncière,Considérant que l'article UB7 susvisé dispose que les façades jouxtant la limite séparative seront  
nécessairement aveugles,**ARRETE**



Article 1 : L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée**, sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 :

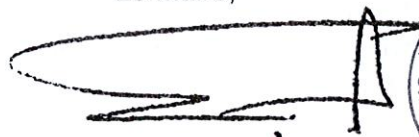
- les eaux pluviales devront être traitées sur l'unité foncière ; aucun rejet ne sera toléré sur les parcelles voisines ou sur la voie publique.
- les façades jouxtant les limites séparatives seront obligatoirement aveugles.
- La couverture sera réalisée :
  - \* soit en tuiles terre cuite, de format petit moule (environ 20 unités au m<sup>2</sup>), de type 'panne picarde' et de teinte rouge nuancé à brun rouge.
  - \* soit en ardoises naturelles de format 20x30 ou 22x32 cm. Afin d'éviter tout phénomène de scintillement, il faudra utiliser des crochets de pose en inox de teinte noire ou anthracite.
  - \* Sauf pour la partie dont la pente, trop faible : la couverture sera réalisée en zinc ou bien en acier à joint debout (type styl'inov) et non en matériaux imitant les tuiles.
- Les enduits seront de teintes claires et naturelles (pas de gris sombre).
- Les menuiseries seront en bois peint ou en aluminium laqué, de teinte claire ou pastel, à l'exception du gris anthracite, devenu trop standard et banal.
- Le portail sera d'une largeur de 4 mètres au maximum, il sera de forme simple, en bois ou en métal.
- La clôture sur rue sera constituée d'un muret de 0.50 à 0.80 m de hauteur, surmonté d'éléments à claire-voie de forme simple, ou elle sera constituée d'une haie d'essences végétales locales pouvant être panachées : troènes, houx verts, mahonias, cornouillers sanguins, charmilles, ..., à l'exclusion de résineux de tous types. La haie sera éventuellement doublée d'un grillage plastifié vert posé sur potelets en métal ou en bois.

Article 3 : Les informations suivantes sont portées à la connaissance du demandeur :

- Le demandeur prendra à sa charge les dépenses nécessaires au raccordement de la future construction aux réseaux publics existants.
- La construction devra être raccordée au réseau d'assainissement collectif existant au droit de la parcelle.

Fait à LE CROTOY, Le 25 juillet 2024

Le Maire,



Philippe EVRARD



**Le demandeur est informé que la présente autorisation est délivrée au titre du Code de l'Urbanisme et ne préjuge pas des autres législations, notamment du Code Civil.**

*Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :*

- Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :*
- *une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.*
  - *si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.*
  - *si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.*

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**DURÉE DE VALIDITÉ**

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS**

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES**

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.